

DOCUMENT A/9702

**Union des Républiques socialistes soviétiques : demande d'inscription d'une question supplémentaire
à l'ordre du jour de la vingt-neuvième session**

*Original : russe
7 août 1974*

Lettre, en date du 7 août 1974, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Le Gouvernement soviétique propose d'inscrire à l'ordre du jour de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, en tant que question importante et urgente, la question intitulée "Interdiction d'agir sur l'environnement et le climat à des fins militaires et autres incompatibles avec le maintien de la sécurité internationale, le bien-être et la santé de l'être humain".

La vingt-neuvième session de l'Assemblée générale s'ouvre à un moment où, sur la scène internationale, grâce aux efforts de toutes les forces progressistes éprises de paix, on enregistre des progrès positifs considérables dans la voie d'une amélioration du climat politique et où la politique de détente bénéficie d'un appui de plus en plus large. Dans la pratique des relations internationales entre Etats ayant des systèmes sociaux différents, des normes aussi fondamentales en la matière que le respect de l'indépendance et de la souveraineté, l'égalité de droits, l'intégrité territoriale, le non-recours à la force ou à la menace de la force, la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats sont de plus en plus largement affirmées et sont définies avec une précision toujours plus grande. La détente a contribué de manière décisive à rechercher un règlement politique des conflits dans de nombreuses régions du monde. Toute une série de problèmes internationaux complexes font activement l'objet de négociations.

Ces dernières années, d'importants accords internationaux limitant la course aux armements ont été conclus et sont entrés en vigueur. Il s'agit notamment du Traité de Moscou interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, etc. La Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, signée par plus de 100 Etats, bénéficie d'une large reconnaissance internationale.

Les accords sur la prévention de la guerre nucléaire, sur la limitation des armes stratégiques et sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires conclus entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique représentent une importante contribution au renforcement de la paix et au ralentissement de la course aux armements.

D'autres mesures concrètes relatives à la limitation des armements, et notamment à la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale, font activement l'objet de discussions.

En même temps, il n'a pas été possible d'arrêter complètement la course aux armements. Les Etats continuent de dépenser des sommes énormes à perfectionner les armes et à accroître leurs arsenaux militaires. Il existe un réel danger de voir utiliser les découvertes de la science et de la technique à créer de nouvelles formes d'armes de destruction massive et mettre au point de nouveaux moyens de faire la guerre.

De l'avis du Gouvernement soviétique, dans les conditions actuelles, la question suivante doit occuper la première place dans les activités de l'Organisation des Nations Unies : comment renforcer et élargir les processus positifs auxquels on

assiste dans le monde contemporain, appuyer la détente politique par une détente militaire, obtenir de nouveaux résultats concrets dans le domaine de la limitation de la course aux armements et du désarmement.

L'Union soviétique pense que l'interdiction d'agir sur l'environnement et le climat à des fins militaires et autres incompatibles avec le maintien de la sécurité internationale, le bien-être et la santé de l'être humain constituerait un pas important dans cette voie.

Depuis des siècles et des siècles, l'homme s'efforce de comprendre comment il peut agir sur la nature dans un sens positif et atténuer les effets désastreux des catastrophes naturelles. A l'heure actuelle, de nombreux Etats entreprennent dans ce but des recherches scientifiques et des activités pratiques visant notamment à produire des pluies artificielles, à disperser les nuages, etc. Il convient, cela va sans dire, d'encourager par tous les moyens et de saluer les activités entreprises dans ce domaine à des fins pacifiques et créatrices. Toutefois, les résultats de ces recherches peuvent également être utilisés à des fins militaires destructives, ce qui présenterait un danger extrême pour la paix universelle, pour le bien-être et la santé de l'être humain.

Il est devenu indispensable d'élaborer et de conclure une convention internationale en la matière qui mettrait hors la loi toute action sur l'environnement qui poursuivrait des fins militaires. Les Etats pourraient assurer le respect des dispositions de cette convention en adoptant, chacun selon les procédures prévues par sa constitution, des mesures interdisant les activités contraires à la convention, et également en procédant à des consultations et en coopérant entre eux, notamment dans le cadre de l'ONU. L'adoption d'une telle convention non seulement serait une mesure qui limiterait la sphère de la course aux armements, mais elle contribuerait beaucoup à la préservation de l'environnement. La mise en œuvre de cette mesure profiterait à tous les Etats du monde sans exception et à tous les peuples.

Il va sans dire qu'un tel accord ne doit d'aucune manière limiter la recherche scientifique et les activités pratiques visant à modifier les conditions naturelles, compte tenu des besoins pacifiques des Etats, dans l'intérêt de l'humanité.

L'adoption par l'Assemblée générale d'une résolution approuvant l'idée de conclure un large accord sur l'interdiction d'agir sur l'environnement et le climat à des fins militaires et autres incompatibles avec le maintien de la sécurité internationale, le bien-être et la santé de l'être humain et l'élaboration d'un projet d'accord international répondraient indubitablement aux intérêts du renforcement de la paix et contribueraient sensiblement à libérer l'humanité du danger de voir utiliser de nouveaux moyens de faire la guerre; elles répondraient également aux intérêts de la limitation de la course aux armements et du désarmement.

Je vous serais obligé de bien vouloir considérer la présente lettre comme constituant le mémoire explicatif prévu à l'article 20 du règlement intérieur de l'Assemblée générale et de le faire distribuer en tant que document officiel de l'Assemblée générale.

*Le Ministre des affaires étrangères
de l'Union des Républiques socialistes soviétiques,
(Signé) A. GROMYKO*